

Cameroun

À l'hôtel Intercontinental, le calme avant la tempête

L'opposition à Paul Biya prévoit une manifestation samedi. Les défenseurs du président seront aussi présents

Richard Étienne
@RiEtienne

On surnomme quelquefois l'Intercontinental l'«hôtel des Africains», tant il a pu être prisé de la clientèle de ce continent. Sa réputation n'est pas usurpée ce vendredi à l'occasion du séjour du président du Cameroun, Paul Biya. Des hommes en costume, africains, quadrillent les quatre coins du hall principal, à l'étage, à l'extérieur, au rez-de-chaussée, dans les couloirs. Ils surveillent et attendent. On en dénombre une douzaine, sans compter une dizaine d'autres, en tenue décontractée, sur les canapés. La police genevoise est également présente.

Le café, ici, coûte huit francs. Dans les couloirs, des salles sont réservées pour des meetings onusiens. Tout est calme, mais demain, la diaspora camerounaise annonce une tempête.

Au téléphone, un opposant au régime, faisant partie de la «cellule opérationnelle de la Brigade Anti Sardinards» (BAS) et se faisant appeler Kamoua la Panthère, indique qu'une manifestation est prévue samedi sur la place des Nations, puis devant l'hôtel, et qu'«au bas mot, 5000 personnes sont attendues».

«Les gens viendront de France, Belgique, Allemagne, Angleterre, de Suisse mais aussi des États-Unis et du Canada», selon Caroline Pegang, une figure de la BAS rencontrée vendredi à Genève. «La BAS réunit la diaspora en colère contre Paul Biya, réélu frauduleusement



Paul Biya serait un client régulier de l'Intercontinental depuis 1969. ANADOLU AGENCY

en octobre», dit-elle. Ce collectif a organisé plusieurs manifestations en Europe ces derniers mois.

Le Département de la sécurité du canton a reçu deux demandes, qu'il a acceptées sous réserve que certaines clauses soient respectées. L'une des requêtes émanerait d'un collectif défendant le président, l'autre de la BAS. Il y aura donc deux manifestations. Des sources croient savoir que le régime de Yaoundé a recruté des mercenaires pour infiltrer celle de la BAS et y distiller de la violence.

Le 18 mai, une marche de la BAS à Paris a rassemblé 20 000 personnes, selon Caroline Pegang. Le 22 juin, elle était à devant la Maison-Blanche à Washington pour une autre manifestation. «11 000 personnes sont venues pour le «Game Over». La fin de la récréation pour le régime de Paul Biya, au sommet de l'État depuis 1982, selon les opposants.

Kamoua la Panthère croit savoir que Paul Biya est parti mercredi à

Lyon avec l'aide d'une société de déménagement suisse et que les «gorilles» de l'Intercontinental y restent pour faire diversion. D'autres disent qu'il se trouve encore à Genève. En ligne, toutes les vérités circulent, souvent incorrectes. Une fausse carte d'identité suisse de Paul Biya est partagée. La diaspora a longtemps cru que le chef d'État séjournait aussi dans une maison privée au bord du Léman, ce qui est faux.

Sur les réseaux sociaux, les sbires du régime s'affichent dans les rues de Genève où ils préviennent, bouteilles de bières à la main, qu'ils vont sévir contre «ceux qui ternissent l'image du Cameroun». Un journaliste de la RTS a été molesté jeudi par des agents de Paul Biya.

Les manifestants estiment que le président pille les ressources de l'État en payant une fortune à l'hôtel Intercontinental, souvent en cash, selon le «Wall Street Journal».

Paul Biya serait un client régulier du palace depuis 1969.

D'après le réseau d'investigation «Organized Crime and Corruption Reporting Project» (OCCRP), Paul Biya a passé 1645 jours à l'étranger, à titre privé, entre 1983 et 2017. Des pérégrinations qui auraient engendré des frais d'hôtel et de vol de 182 millions de dollars. Une nuit à l'Intercontinental coûterait au minimum 40 000 dollars à la délégation privée camerounaise, selon l'OCCRP.

Cette fois Paul Biya serait venu pour se faire soigner. Des discussions ont eu lieu cette semaine en Valais pour trouver une solution au conflit opposant la communauté anglophone du pays au régime. Mais, selon le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Paul Biya n'y a pas participé. «La visite privée du président Biya à Genève n'est pas liée au processus de facilitation», précise Pierre-Alain Eltschinger, porte-parole du DFAE.

Drogues: les agences onusiennes font bloc

Une réflexion inspirée par Ruth Dreifuss débouche sur une approche commune, pragmatique et prometteuse

Organisée par la Commission globale de politique en matière de drogues, présidée par Ruth Dreifuss, la première Geneva Drug Policy Week s'est achevée vendredi à la Maison de la paix. Schématiquement, il s'agit de parvenir à faire évoluer la politique des drogues au niveau international afin qu'elle prenne mieux en compte les aspects sanitaires ou relevant des droits de l'homme.

Si cette approche, qui ressemble à la politique des quatre piliers de la Suisse (prévention, réduction des risques, thérapie et répression), est déjà celle qu'appliquent ou défendent les instances onusiennes telles que l'OMS, Onusida, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ou le Programme des Nations Unies pour le développement, c'est loin d'être le cas au niveau de tous les États. Ce qui est évidemment un euphémisme. Mais il existe aussi un fossé à combler entre la perception des agences citées plus haut, qui ont leur siège à Genève, et la Commission des stupéfiants (CND), basée à Vienne.

«Cette semaine restera dans les annales car elle a permis à des acteurs importants de la politique des drogues de se réunir, ce qui n'est pas si fréquent», a notam-

ment déclaré Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération, dans son discours de clôture.

Également présent, le conseiller d'État Mauro Poggia, responsable de la Santé et de la Sécurité, a expliqué que «Genève essaie d'être à la pointe dans ce domaine, même si nous devons être prudents afin d'éviter que tout ne se bloque en raison du caractère hautement émotionnel du sujet. Je suis en revanche persuadé qu'il ne faut pas voir cette problématique comme une guerre.»

Ponctuée de conférences de haut niveau et de visites dans les lieux, à Genève, à la pointe en matière d'approche de la toxicomanie (Quai 9, Hôpitaux universitaires), la semaine s'est close, vendredi, sur un débat entre experts ou responsables d'agences onusiennes. Le but était de commenter un document écrit listant les grands principes qui doivent guider leurs actions et qui constitue la position commune des agences.

De l'avis général, cette position commune sur les principes fondamentaux (approche multifactorielle, non-discrimination, non-stigmatisation, accès aux soins) est une excellente nouvelle, mais ce n'est qu'une étape. Le défi, maintenant, est de les transcrire dans la réalité du travail quotidien et, plus encore, de convaincre le maximum d'États membres de suivre cette voie. **Éric Budry**

@BudryEric



Le chantier est situé le long de la route de Meyrin. L. GUIRAUD

En Chardon: l'entreprise italienne reprend le travail

Alors qu'une enquête est en cours, la justice a ordonné des mesures superprovisionnelles

C'est une décision qui risque de faire passablement de bruit. Jeudi, la Chambre administrative de la Cour de justice a décidé d'accorder un effet suspensif à l'entreprise italienne chargée des travaux d'électricité sur le chantier du futur dépôt d'En Chardon, a appris la «Tribune de Genève». Mandatée par les TPG, la société est visée par une enquête judiciaire à la suite de soupçons de dumping salarial.

À la mi-juin, les TPG avaient décidé d'appliquer une décision de l'Office cantonal de l'inspection et des relations de travail (Ocirt) et d'interdire l'accès au chantier, situé le long de la route de Meyrin, à la société italienne. En suspendant cette interdiction, les juges permettent donc à une quinzaine d'employés de reprendre le travail, chose faite dès vendredi matin. La justice devra se prononcer sur le fond.

«Je n'ai pas de mots assez durs pour qualifier cette décision», se désole Nicolas Rufener, secrétaire général de la Fédération genevoise des métiers du bâtiment (FMB). «C'est comme si vous roulez à

180 kilomètres/heure sur l'auto-route, qu'il y avait une descente de police et qu'on vous encourageait à klaxonner.» Selon lui, il existe un risque désormais que l'entreprise se dépêche de finir les travaux au plus vite puis disparaisse aussitôt dans la nature.

De leur côté, les TPG disent avoir pris acte de cette décision et «travaillent sur différentes options techniques et juridiques pour minimiser l'impact de cette situation sur les délais et les coûts du chantier».

L'affaire a été révélée en mai. Des associations patronales ont découvert que des ouvriers italiens se voyaient ponctionner une partie de leur salaire. S'ils bénéficiaient d'un contrat conforme à la CCT de la branche, ils avaient au préalable été contraints d'ouvrir un compte dans un établissement italien et de donner une carte bancaire à l'entreprise intérimaire qui les avait recrutés. Des sommes conséquentes leur étaient alors prélevées, atteignant parfois plus de 1000 euros sur leur salaire mensuel.

Quant à l'électricien italien qui a remporté le mandat, il a toujours affirmé ne pas être au courant de la pratique de la société intérimaire. **Théo Allegrezza**

@theoallegrezza

PUBLICITÉ

24heures Partenaire média

Septembre Musical
Montreux-Vevy

01-09
SEPTEMBRE 2019
MONTREUX - VEVEY
SEPTMUS.CH

VALERY GERGIEV
ORCHESTRE DU THÉÂTRE MARIINSKY
ORCHESTRE NATIONAL DE RUSSIE
MIKHAIL PLETNEV
MOSCOW MUSICAL THEATER
... ET BIEN PLUS

Empoisonné à Genève

● Alors que les opposants au président Paul Biya manifestent sous les fenêtres de l'Intercontinental, qui se souvient encore de la mort brutale de l'homme politique camerounais Félix Moumié à Genève? Nous sommes en octobre 1960. L'ancien dirigeant, qui se voyait à la tête de son pays et avait installé son quartier général à Genève, se sent soudainement mal. Il se rend à la fin d'octobre à l'Hôpital cantonal. Marxiste et chef du parti d'opposition UPC (Union des populations du Cameroun), il est alors âgé de 34 ans. Ayant fait des études de médecine, il peut poser son propre diagnostic: empoisonnement au thallium.

Le poison paralyse ses muscles. Malgré son jeune âge, Félix Moumié sombre dans le coma et meurt le 4 novembre 1960 suite à une asphyxie pulmonaire. Avant de mourir, le Camerounais souffle le nom de l'organisation qu'il croit à l'origine de son assassinat: «La main rouge». Cette obscure entité était liée aux services secrets français, qui traquaient les dirigeants susceptibles d'accéder au pouvoir. Or, Moumié rêvait d'un Cameroun socialiste après avoir coupé les

liens avec une France trop encombrante et amorcé un rapprochement avec Moscou.

L'enquête amène peu après de nouveaux éléments. La police recherche un «journaliste» qu'elle soupçonne d'être en fait un membre des services spéciaux tricolores. Agé de 66 ans, binational franco-suisse, William Bechtel vivait dans une modeste villa de Chêne-Bourg. Il disparaît peu de temps après l'empoisonnement du leader africain. Sa maison est perquisitionnée. C'est alors le suspect numéro un.

Bechtel est arrêté quatorze ans plus tard, en Belgique. Il faudra attendre son procès, en septembre 1976, pour en savoir plus sur les raisons de cet assassinat politique. Ses liens avec les services français sont évoqués. Mais sa culpabilité dans le meurtre n'est pas prouvée. Bechtel bénéficie finalement d'un non-lieu, en 1980. En 1962, deux ans à peine après l'assassinat de Moumié à Genève, Paul Biya est déjà chargé de mission auprès du président du Cameroun, Ahmadou Ahidjo. Il devient ensuite premier ministre, en 1975. En 1982, il accède à la présidence du pays.

Roland Rossier
@RolandRossier